



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

[www.formav.co/explorer](http://www.formav.co/explorer)

# Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Droit et économie - Session 2025

---

## Correction du Baccalauréat Technologique - Droit et Économie

---

### | Session 2025

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

### | PARTIE JURIDIQUE

Cette partie porte sur la situation juridique d'Abir MONSE, employée d'une société d'ingénierie.

#### Question 1 : Qualifiez juridiquement les parties et les faits.

L'objet est de qualifier les parties et les faits présents dans la situation juridique.

- **Parties :**

- Demandeuse : Abir MONSE, ingénieure, salariée protégée par un contrat de travail à durée indéterminée (CDI).
- Défenderesse : SA ATONERGIE, société employeuse, soumise au droit du travail.

- **Faits :**

- Engagement d'Abir MONSE en CDI par la SA ATONERGIE.
- Utilisation par l'employeur de l'ordinateur d'Abir pour accéder à un document, découvrant une discussion confidentielle sur Facebook.
- Contenus mentionnant une concurrence déloyale potentielle liée à une innovation.
- Constitution d'une convocation à un entretien préalable à licenciement par l'employeur.

#### Question 2 : Argumentation juridique d'Abir MONSE pour contester son licenciement.

Abir MONSE peut faire valoir plusieurs arguments.

- **Violation de sa vie privée :** L'article 9 du Code civil garantit le respect de la vie privée, incluant les communications personnelles. L'employeur ne pouvait pas consulter la messagerie sans autorisation.
- **Obtention déloyale de la preuve :** Selon l'annexe 3, la preuve doit être obtenue de manière loyale. L'accès à la messagerie sans le consentement d'Abir pourrait être considéré comme une atteinte à ses droits.
- **Absence de cause réelle et sérieuse :** Aucune faute grave n'a été commise car le contenu discuté ne prouve pas qu'Abir ait divulgué des informations confidentielles, et les propos échangés ne constitueraient pas une violation manifeste de sa clause de confidentialité.

#### Question 3 : Argumentation de l'employeur pour justifier le licenciement.

Voici les possibles justifications de l'employeur :

- **Protection de l'entreprise :** L'employeur peut avancer que l'échange a pu compromettre les intérêts de la société face à la concurrence.
- **Non-respect de la clause de confidentialité :** L'utilisation d'un canal de communication non professionnel (Facebook) pour échanger des informations liées à l'activité de l'entreprise pourrait

être interprétée comme un manquement à ses obligations.

- **Preuve en rapport avec l'activité** : La preuve obtenue (capture d'écran) pourrait être considérée en tant qu'élément permettant d'alerter l'employeur sur un risque pour l'entreprise, justifiant ainsi une réaction rapide.

#### Question 4 : Pouvoirs de l'employeur et limites.

Après avoir rappelé les différents pouvoirs...

##### Les pouvoirs de l'employeur incluent :

- Direction et organisation de l'entreprise.
- Élaboration des règles (règlement intérieur).
- Sanction des fautes des salariés.

##### Limites des pouvoirs :

- Respect des droits des employés (article L1121-1 du Code du travail) impose de ne pas porter atteinte aux droits et libertés non justifiées par la tâche.
- L'employeur doit agir de bonne foi (article L1222-1, Code du travail).
- Protection de la vie privée des salariés est une nécessité légale, renforçant la nécessité d'une proportionnalité dans les décisions prises.

## | PARTIE ÉCONOMIQUE

Cette partie traite de l'analyse du chômage et des interventions étatiques.

#### Question 1 : Évolution du taux de chômage en France selon le diplôme entre 2000 et 2023.

Il s'agit ici d'analyser les données fournies sur l'évolution des taux de chômage.

Le taux de chômage est habituellement plus élevé chez les individus ayant moins de diplôme, indiquant que le niveau de formation joue un rôle prépondérant :

- Le taux de chômage pour les non-diplômés est souvent significativement plus élevé que pour les diplômés de l'enseignement supérieur.
- Le diplôme semble corrélér négativement au chômage, où les titulaires d'un bac professionnel ou d'un CAP en sont les plus touchés.
- Des tableaux ou graphiques devraient être utilisés pour s'appuyer sur des chiffres précis pour mieux illustrer ces différences constatées.

#### Question 2 : Substitution entre facteurs de production travail et capital.

Pour déterminer si cela est source de chômage, deux éléments clés sont à prendre en compte :

- La substitution complète peut engendrer une réduction d'emplois, rendant des rôles humains obsolètes.
- Cependant, une substitution partielle peut stimuler l'économie en libérant des ressources pour de nouvelles compétences ou secteurs.

#### Question 3 : Intervention de l'État en matière de chômage.

L'État intervient tant par des politiques actives de l'emploi (formation, aides à l'embauche, développement des compétences) que par des politiques passives (indemnisation des chômeurs, aides sociales) pour contrer le chômage.

- **Politiques Actives** : Les dispositifs d'aide à la création d'entreprises ou à l'accompagnement des chercheurs d'emploi illustrent bien ces interventions.
- **Politiques Passives** : Les allocations chômage sont une forme de soutien financier aux chômeurs.

#### Question 4 : L'intervention de l'État réduit-elle le chômage en France ?

Il s'agit de rédiger une argumentation solide...

- Les politiques de l'emploi ont historiquement prouvé leur efficacité à plusieurs niveaux.
- Des statistiques, comme le nombre d'emplois aidés, devraient soutenir la thèse que l'intervention publique aide à maintenir les emplois et réduire le chômage.
- Les effets négatifs, notamment en matière de levée de l'âge de la retraite ou des politiques restrictives, devront également être discutés pour apporter un équilibre à l'argumentation.

**Barème indicatif** : 5 points par question pour chaque partie.

##### Conseils pratiques :

- Gestion du temps : Planifiez au moins 30 minutes par question pour éviter précipitation et omissions.
- Développez vos arguments à l'aide d'exemples et d'articles de loi pour renforcer la qualité de vos réponses.
- Énoncez clairement vos idées : une réponse bien structurée facilite la compréhension de l'évaluateur.
- Évitez de généraliser vos réponses ; appuyez-vous sur les annexes pour apporter des précisions.
- Relisez-vous pour rectifier toute incohérence et améliorer la clarté de votre écrit.

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.